

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 15 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IBC42 SAS (ex. IRA SCHUTZ)

6 chemin des Giraudières
42800 Rive-De-Gier

Références : UID4243-DSSP-026-013
Code AIOT : 0006110020

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/01/2026 dans l'établissement IBC42 SAS (ex. IRA SCHUTZ) implanté 9, Esplanade Bénévent 42000 Saint-Étienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IBC42 SAS (ex. IRA SCHUTZ)
- 9, Esplanade Bénévent 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006110020
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité consiste en la fabrication et le reconditionnement d'emballage plastique industriel (IBC Intermediate Bulk Container ou GRV Grands Récipients Vrac). Pour l'activité de reconditionnement, l'installation est classée au titre du traitement de déchets dangereux.

Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 08/06/2020 modifié par l'arrêté préfectoral du 05/09/2022 portant reconnaissance du bénéfice des droits acquis pour la rubrique 1510 et par les arrêtés du 14/11/2024 relatif notamment à la construction d'un nouveau hall de stockage et du

29/08/2025 portant modification du périmètre ICPE.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

La construction du nouveau hall de stockage est prévu pour 2027. L'organisation du site est donc toujours celle définie dans l'arrêté du 08/03/2020.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 08/01/2026, article R.541-43	Demande d'action corrective	1 mois
3	Transfert transfrontalier de déchets	Règlement européen du 14/06/2006, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traçabilité des déchets - 2	Code de l'environnement du 08/01/2026, article R.541-45	Sans objet
4	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 14/11/2024, article 2.2	Sans objet
5	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 14/11/2024, article 3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site fait l'objet d'un suivi et d'un entretien régulier.

Des améliorations vis-à-vis de la traçabilité des déchets sont cependant à apporter. En particulier, les broyats de plastiques issus du traitement des IBC restent sous statut de déchets et doivent être intégrés dans le registre des déchets sortants. Ces déchets étant expédiés vers l'Allemagne, la procédure d'information requise par le règlement européen sur les transferts transfrontaliers de déchets est à réaliser (à partir de mai 2026, cette procédure sera dématérialisée).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2026, article R.541-43
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois

ans.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre des expéditions de déchets. Pour les déchets dangereux, les informations contenues dans l'application Trackdéchets sont reportées dans le registre, ce qui permet à l'exploitant de vérifier la quantité réelle par expédition (les déchets sont pesés à l'arrivée sur le site de transit et/ou traitement).</p> <p>Pour les déchets non dangereux, seules les expéditions de déchets type DIB sont renseignées dans le registre (prestataire SERMACO). Les expéditions de déchets de broyats d'IBC (issu du traitement des IBC sur le site) ne sont pas tracées. Le traitement opéré sur le site ne modifie cependant pas le statut de déchet des matières. Les IBC broyés ont donc toujours un statut de déchet. Ce statut ne fait pas obstacle à leur valorisation.</p> <p>Les expéditions de broyats sont à tracer dans le registre des déchets sortants.</p> <p>Le contenu du registre est défini par l'arrêté ministériel du 31/05/2021 (article 2).</p> <p>Le registre des déchets entrants est constitué par les informations contenues dans Trackdéchets, le site ne recevant que des déchets dangereux (IBC souillés). Cependant, la consultation de la fiche établissement générée sous Vigidéchets fait apparaître des échanges transfrontaliers : importations de déchets depuis la Suisse. Ces transferts ne sont pas saisis dans Trackdéchets et n'apparaissent donc pas dans le registre des déchets entrants.</p> <p>Un registre "à part" pour ces entrées de déchets doit être tenu à jour. Le contenu du registre est défini par l'arrêté ministériel du 31/05/2021 (article 1).</p> <p>A noter par ailleurs que ces importations depuis la Suisse ont bien fait l'objet de la notification requise par le règlement européen sur les transferts transfrontaliers de déchets (consultation des données GISTRID) ; cependant l'exploitant n'est pas pu présenter le document en cours de validité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Intégrer dans le registre des déchets sortants les expéditions de broyats provenant du traitement sur site.</p> <p>Tenir à jour un registre des déchets entrants pour les déchets qui ne sont pas tracés par BSD sous Trackdéchets.</p> <p>Être en possession des documents relatifs aux transferts transfrontaliers de déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • document de notification en cours de validité (cerfa 14131) • document de mouvement (cerfa 14312) • contrat entre la personne qui organise le transfert et le destinataire
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Traçabilité des déchets - 2

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2026, article R.541-45
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée :

<p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les expéditions de déchets dangereux font l'objet d'un suivi sous l'application Trackdéchets. La consultation du registre généré via Trackdéchets pour l'année 2025 fait apparaître un certain nombre de BSD avec un statut "en attente de réception". Cela concerne des expéditions d'IBC collectés mais non traités sur le site (expédiés sur le site Marcoussis) et d'autres déchets issus du traitement expédiés sur le site SARPI de La Talaudière.</p> <p>L'exploitant est invité à s'assurer de la réception et du traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-2 du Code de l'environnement : <i>"Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers."</i></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>S'assurer du traitement effectif des déchets expédiés vers les installations de gestion et traitement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Transfert transfrontalier de déchets

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 14/06/2006, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Les déchets visés à l'article 3, paragraphes 2 et 4, destinés à être transférés sont soumis aux exigences de procédure suivantes:</p> <p>a) Afin de faciliter le suivi des transferts de ces déchets, la personne relevant de la compétence du pays d'expédition qui organise le transfert veille à ce que les déchets soient accompagnés du document figurant à l'annexe VII.</p> <p>b) Le document figurant à l'annexe VII est signé par la personne qui organise le transfert avant que le transfert n'ait lieu et est signé par l'installation de valorisation ou le laboratoire et le destinataire au moment de la réception des déchets en question.</p> <p>2. Le contrat visé à l'annexe VII conclu entre la personne qui organise le transfert et le destinataire concernant la valorisation des déchets doit être effectif dès le début du transfert et prévoit, lorsque le transfert de déchets ou leur valorisation ne peut pas être mené à son terme comme prévu ou a été effectué de manière illégale, l'obligation pour la personne qui organise le transfert ou, lorsque cette personne n'est pas en mesure de mener le transfert des déchets ou leur valorisation à son terme (par exemple, est insolvable), pour le destinataire, de:</p> <p>a) reprendre les déchets ou d'assurer leur valorisation par d'autres moyens; et</p> <p>b) prévoir, si nécessaire, leur stockage dans l'intervalle.</p> <p>À la demande de l'autorité compétente concernée, la personne qui organise le transfert ou le</p>

<p>destinataire sont tenus de produire une copie du contrat.</p> <p>3. À des fins d'inspection, de contrôle de l'application, de planification et de statistiques, les États membres peuvent, conformément à leur législation nationale, réclamer les informations visées au paragraphe 1 sur les transferts relevant du présent article.</p>
<p>Constats :</p> <p>Après traitement sur site, les broyats d'IBC sont expédiés vers une installation du groupe Schutz située en Allemagne afin d'être regranulés et réintégrés dans le process de fabrication de nouveaux IBC.</p> <p>Outre le fait que ces expéditions ne sont pas tracées dans le registre des déchets sortants (cf point 1), la procédure d'information requise pour ce transfert transfrontalier ne semble pas avoir été effectuée. Aucun document afférent n'a pu être présenté lors de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Procéder à la procédure d'information requise par le règlement européen sur les transferts transfrontaliers de déchets</p> <p>Chaque expédition doit être accompagnée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du document d'information en annexe VII du règlement (CERFA n° 14133) ; • du contrat entre la personne qui organise le transfert et le destinataire.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2024, article 2.2				
Thème(s) : Risques chroniques, air				
Prescription contrôlée :				
<p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.</p>				
Paramètre	Code CAS	Hall 5		
		Concentration mg/Nm3	Flux	
			Conduit n°1	Conduit n°2
Poussières, y compris particules fines		1	33,67 kg/an	16,8 kg/an
COV totaux		10	336,7 kg/an	168,35 kg/an
Xylènes		2,4	80,8 kg/an	40,4 kg/an
Paramètre	Code CAS	Hall 2		
		Concentration mg/Nm3	Flux	
			Conduit n°3	
Poussières, y compris particules fines		1	48,05 kg/an	
COV totaux		10	480,5 kg/an	
Xylène		2,4	115,3 kg/an	

<p>Constats :</p> <p>Le résultat des analyses des rejets atmosphériques a été présenté à l'inspection pour les années 2023 et 2024. Les résultats 2025 n'ont pas encore été réceptionnés par l'exploitant.</p> <p>Les résultats de l'année 2023 sont conformes pour les 3 points de rejet.</p> <p>Pour 2024, il est constaté une non-conformité sur le paramètre poussières au niveau du rejet Hall 2 (traitement des déchets) et du rejet Hall 5 poste de soudure grilles.</p> <p>La concentration mesurée est supérieure à la VLE fixée par l'arrêté préfectoral (1 mg/Nm³), mais reste néanmoins inférieure à 5 mg/Nm³ qui est la valeur associée aux MTD pour le traitement de déchets.</p> <p>S'agissant du poste de soudure grilles, l'exploitant a pris des dispositions pour remplacer plus régulièrement les filtres. Une surveillance par l'intermédiaire d'une mesure de pression est notamment réalisée. La pression lue sur le manomètre est reportée chaque jour sur un registre et conduit lorsque nécessaire au remplacement des filtres.</p> <p>L'exploitant dispose d'une réserve de filtres neufs pour cette opération.</p> <p>Les résultats 2025 permettront de voir si ces actions permettent de respecter la VLE.</p> <p>A noter : l'arrêté préfectoral du 14/11/2024 modifie la surveillance et notamment la fréquence de suivi qui passe à 6 mois (au lieu de 12) pour le rejet lié au traitement des déchets (Hall 2). L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour respecter cette fréquence.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre à l'inspection les résultats de la campagne d'analyses de rejets 2025 dès leur réception. En cas de nouveau dépassement des VLE, cette transmission sera accompagnée de propositions d'actions correctives.</p> <p>Procéder à une surveillance semestrielle du rejet du Hall 2.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Surveillance des rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2024, article 3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les seuls rejets d'effluents aqueux sont constitués des eaux pluviales de toiture et de ruissellement.</p> <p>Ils respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).</p>

Paramètre	Code SANDRE	Rejets n°1 et 2
		Concentration maximale (mg/l)
température		Inférieure à 30 °C
pH		Compris entre 5,5 et 8,5
MEST	1305	35
DBO5	1313	30
DCO	1314	125
Hydrocarbures totaux	7009	10

Constats :

Le résultat des analyses des rejets d'eaux pluviales des années 2023, 2024 et 2025 ont été consultés lors de l'inspection.

Les résultats sont conformes pour les 2 points de rejets pour 2023.

En 2024, une non-conformité est constatée sur le paramètre MES sur le point de rejet 1 (au Sud).

En 2025, une non-conformité est constatée sur le paramètre MES sur le point de rejet 2 (au Nord).

L'exploitant indique avoir procédé à des travaux importants de plantation en 2024 et de curage de fossés en 2025 pouvant expliquer les non-conformités constatées.

Type de suites proposées : Sans suite